



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille douze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
11 AVRIL 2012, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code
Général des Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	5
Nombre de Conseillers présents	:	20 jusqu'à la question 12-68 21 à partir de la question 12-69
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage	:	5 Avril 2012
Date d'affichage du compte-rendu	:	16 Avril 2012

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Bertrand HIGNARD, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Maryline LEFOUL (à partir de la question n° 12-69), Mme Marie-Thérèse SAUVEE, M. Loïc PETITPAS, Mme Roselyne MARCHAND

Absents excusés : Mme Marylène QUEVERT, Mme Joëlle COLLIN, Mme Magali TREMORIN, Mme Michèle BEAUDOUIN

Absents non excusés : M. Bruno TREMAUDAN, Mme Isabelle MOREL, M. Johan THEURET, M. Joël DESVAUX

Pouvoirs : Mme QUEVERT à M. HAMELIN ; Mme COLLIN à Mme HUET ; Mme TREMORIN à Mme DAUCE ; Mme LEFOUL à Mme DELAHAIS ; Mme BEAUDOUIN à Mme SAUVEE

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Odile DELAHAIS, Conseillère Municipale

Avant d'ouvrir la séance, Monsieur LE BESCO rend hommage à Mademoiselle Marie-Jéhanne DESCOTTES, ancienne membre du Conseil Municipal et du CCAS et Adjointe au Maire, décédée cette semaine, et fait observer une minute de silence.

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Rappel de l'ordre du jour

- 12-58) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 12-59) Projet d'acquisition de la propriété de la Congrégation des Filles de la Providence, 2 Allée des Châtaigniers
 - 12-60) Réalisation d'une passerelle et convention relative à l'usage et à l'entretien des abords du Lac Tranquille
 - 12-61) Réalisation d'une passerelle bois sur le Lac Tranquille – Validation du programme et DCE
 - 12-62) Service d'accueil de la Petite Enfance – Convention de prestation de service avec la Mutualité Sociale Agricole
 - 12-63) Service d'accueil de la Petite Enfance – Soutien du Département d'Ille et Vilaine
 - 12-64) Médiathèque municipale – Désherbage simplifié des livres et des revues
 - 12-65) Syndicat Départemental d'Energie 35 – Rapport de contrôle de concession – Années 2009/2010
 - 12-66) Révisions simplifiées n° 4 et 5 du PLU – Indemnité versée au commissaire-enquêteur
 - 12-67) Subventions communales – Exercice 2012
 - 12-68) Taxe d'habitation, taxes sur le foncier bâti et non bâti – Année 2012
 - 12-69) Budget primitif de l'exercice 2012 – Ville
 - 12-70) Budget primitif de l'exercice 2012 – Camping du Vieux-Châtel
 - 12-71) Budget primitif de l'exercice 2012 – Lotissement de la Gare
 - 12-72) Budget primitif de l'exercice 2012 – Service de l'eau
 - 12-73) Budget primitif de l'exercice 2012 – Service de l'assainissement
 - 12-74) Restructuration du presbytère – Avenant
 - 12-75) Travaux salle de sport – Avenant
 - 12-76) Convention avec l'association « Bois des Ludes » - Renouvellement
 - 12-77) Admission en non-valeur – Commune
 - 12-78) Admission en non-valeur – Camping
 - 12-79) Charte du Patrimoine et du Développement (Petites Cités de Caractère)
 - 12-80) Secteur Avenue de Waldmünchen – Réfection du réseau d'eaux usées et restructuration du camping – Attribution des lots
 - 12-81) Mission d'assistance technique pour la réalisation du projet de rapport sur le prix et la qualité du service d'eau potable
 - 12-82) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 12-83) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - 12-84) Questions orales
-

12-58) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Odile DELAHAIS, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 7 Mars 2012 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

12-59) PROJET D'ACQUISITION DE LA PROPRIETE DE LA CONGREGATION DES FILLES DE LA PROVIDENCE, 2 ALLEE DES CHATAIGNIERS

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 12-04 en date du 8 Février 2012, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à mener une négociation amiable avec la Congrégation des Filles de la Providence dans le cadre d'une éventuelle acquisition de la propriété située 2 Allée des Châtaigniers, comprenant une maison d'habitation et un jardin pour une superficie de 42 a 91 ca.

Ce bien est défini au cadastre de la façon suivante :

AH 79	Avenue de la Libération	27 ca
AH 81	Avenue de la Libération	7 ca
AH 390	2, allée des Châtaigniers	18 a 31 ca
AH 392	Avenue de la Libération	8 a 18 ca
AH 397	Avenue de la Libération	7 a 13 ca
AH 398	Avenue de la Libération	8 a 95 ca
Total		42 a 91 ca

Monsieur le Maire a fait une proposition s'élevant à la somme de 415 000 €, montant inférieur à l'estimation de France Domaine.

Par courrier en date du 1^{er} Mars 2012, la Congrégation a donné un accord sur ce prix, laissant à la charge de la Commune les divers diagnostics exigés pour la vente.

Il rappelle que l'intérêt de cette propriété pour la Commune porte essentiellement sur la situation du bien proche de structures sociales existantes et dans un quartier dédié principalement à la résidence de personnes âgées. En plus du Foyer Résidence comptant 52 logements, ce quartier comprend 50 autres logements sociaux et 76 logements de type habitat privé. Le ratio de logement à l'hectare dans ce secteur est d'environ 40.

Aujourd'hui, néanmoins la destination de la propriété de la Congrégation des Filles de la Providence n'est pas encore clairement définie. Des contacts avec des opérateurs vont être pris.

C'est pourquoi, compte tenu du coût de cette acquisition, de la nécessité de mettre en réserve ce bien le temps qu'un ou des projets aboutissent, il est envisagé **de faire appel à l'Etablissement Public Foncier de Bretagne.**

Cet établissement public d'Etat à caractère industriel et commercial intervient à l'échelle régionale. Il a pour objet de réaliser, pour son compte, celui de l'Etat, des collectivités territoriales ou de toute personne publique, des acquisitions foncières destinées à constituer des réserves foncières en accompagnement des opérations d'aménagement au sens de l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme. Il dispose d'un personnel spécialisé et de fonds dédiés qu'il peut mettre à disposition de la commune par le biais d'une convention à intervenir entre les deux parties. Il procède aux acquisitions nécessaires par tous moyens. Dans cette optique, l'EPF de Bretagne signe des conventions cadre avec les EPCI définissant les grands enjeux partagés, puis des conventions opérationnelles pour chaque secteur de projet.

La convention opérationnelle définit les prestations demandées à l'EPF, les modalités d'acquisitions de biens et de réalisation des études et/ou des travaux, le taux d'actualisation et le prix de revente

Sur avis des Commissions Urbanisme et Finances qui ont rencontré cet organisme le 27 mars 2012, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de formaliser la demande d'intervention de la Ville de COMBOURG auprès de l'EPF de Bretagne.

Après un débat qui met en évidence une volonté de privilégier le portage foncier de l'acquisition auprès de la Congrégation des Filles de la Providence, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- Vu le décret n°2009-636 du 8 juin 2009 portant création de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne et notamment ses articles 2 et 4,
- Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2121-29 et suivants
- Vu la convention cadre signé entre l'Etablissement Public Foncier de Bretagne et la Communauté de Communes Bretagne Romantique

- Considérant que le projet d'aménagement du secteur considéré nécessite l'acquisition d'emprises foncières situées 2 allée des Châtaigniers à Combours,
 - Considérant qu'étant donné le temps nécessaire à l'acquisition des terrains, à l'élaboration du projet et à sa réalisation, la maîtrise du foncier nécessaire à ce projet doit être entamée dès à présent,
 - Considérant les critères d'intervention de l'EPF
 - . Densité de logements minimale de 25 logements par hectare
 - . 20 % minimum de logements locatifs sociaux
 - . Réaliser des constructions performantes énergétiquement :
 - pour les constructions neuves d'habitation, en respectant les normes BBC (Bâtiment Basse Consommation), RT 2012
 - pour les constructions anciennes d'habitation, en recherchant une amélioration de la qualité énergétique des bâtiments visant à la classe C du diagnostic de performance énergétique
 - pour les constructions d'activité, en visant une optimisation énergétique des constructions
 - Considérant les conditions et le délai de rachat des parcelles à l'E P F, par la Commune ou par un aménageur qu'elle aura désigné : 5 ans à partir de l'acquisition de celles-ci
 - Considérant qu'il est de l'intérêt de la Commune d'utiliser les moyens mis à disposition par l'EPF de Bretagne,
- **DEMANDE** l'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Bretagne pour procéder aux acquisitions des parcelles considérées
 - **DEMANDE à cet établissement d'examiner le projet en vue de préparer la convention opérationnelle qui sera présentée au prochain Conseil Municipal**

En cas de refus d'intervention de l'E.P.F. de Bretagne, pour le portage foncier de ce projet, le Conseil Municipal DECIDE également :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à acquérir ce bien en direct en prenant à la charge de la Commune l'ensemble des frais liés à l'acquisition y compris les diagnostics exigibles.
- **de CONFIER** à l'Office Notarial de COMBOURG la rédaction de l'acte à intervenir

Il est précisé que, dans cette dernière éventualité, les crédits nécessaires à cette opération ont été inscrits au Budget 2012

12-60) REALISATION D'UNE PASSERELLE ET CONVENTION RELATIVE A L'USAGE ET A L'ENTRETIEN DES ABORDS DU LAC TRANQUILLE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Ville de Combourg a entrepris, depuis de nombreuses années, l'aménagement d'un cheminement piétonnier autour du « Lac Tranquille », propriété de la famille DE LA TOUR DU PIN VERCLAUSE.

Ce lac, à forte connotation historique et touristique, offre la possibilité de décliner divers équipements liés notamment aux loisirs. On y trouve : le camping municipal, les courts de tennis, les aires de jeux pour enfants et adolescents, un parcours santé ainsi que deux circuits, l'un lié à la faune et la flore (partie sud du lac), l'autre à la vie de Chateaubriand (partie nord du lac).

Par ailleurs, et pour renforcer l'attractivité du site, la Municipalité souhaite continuer le développement des sentiers pour piétons en bordure du lac, avec pour finalité de proposer la possibilité d'en effectuer le tour complet, reliant ainsi les différents sites aux offres de stationnement et aux secteurs historiques et commerciaux. Ce développement se réalise soit par l'acquisition de parcelles, soit par le biais d'autorisations de passage.

Pour le secteur situé entre la prairie du parking des Champs et le sud de l'école Sainte Anne, il est possible de passer en bordure du lac, sur un terrain tantôt en eau, tantôt marécageux, où se développe une végétation de lagune (iris, joncs, roseaux, etc.).

Afin d'assurer cette liaison, il est envisagé de réaliser une passerelle en bois.

Le Lac Tranquille étant un site classé, ce projet de travaux a fait l'objet d'une autorisation du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des transports et du Logement en date du 8 Juillet 2011, après avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites d'Ille et Vilaine du 14 Septembre 2010 et de l'architecte des Bâtiments des France.

Afin que ce projet puisse aboutir, des contacts ont été pris avec les propriétaires et un projet de convention a été établi par l'Etude Notariale de Combourg fixant les droits d'usage du Lac et de ses abords.

Cette convention, consentie pour une durée de 10 ans, prévoit les conditions suivantes :

La Commune :

- Elle s'engage à entretenir les abords de l'étang en assurant la coupe des végétaux indésirables et à maintenir en bon état la passerelle et ses accès.
- Elle assurera la sécurité de l'accès au Lac Tranquille et s'engage à mettre en place, à ses frais, une signalisation pour inciter le public à la prudence et prévenir des risques potentiels, ainsi que pour inciter le public à respecter le site.

- Elle fera son affaire personnelle de toute assurance nécessaire pour garantir tous les dommages pouvant survenir du fait de l'étang ou de ses abords.

Les propriétaires :

- Ils autorisent la pose d'une passerelle en bois sur pilotis sur une longueur d'environ 75 mètres et une largeur d'environ 1,40 mètre entre l'école Sainte Anne et la prairie du parking des Champs.
- Ils autorisent également la création d'un cheminement piétonnier le long des berges de l'étang.
- Ils autorisent, d'une manière permanente, le tir de feux d'artifice à partir de la prairie nord du Lac, sans que cette autorisation engage la responsabilité du propriétaire.

De plus, la Commune s'engage à rembourser, chaque année, aux propriétaires le montant de taxe foncière correspondant au Lac.

Enfin, La Commune reconnaît être informée du bail de pêche existant avec Monsieur LEJEANVRE qui assure le contrôle du débit de l'eau de l'étang.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- De donner un accord de principe sur la construction d'une passerelle sur le Lac Tranquille par la Commune prévue en bois sur pilotis sur une longueur d'environ 75 mètres et une largeur d'environ 1,40 mètre entre l'école Sainte Anne et la prairie du parking des Champs.
- D'autoriser le Maire à signer la convention à intervenir entre les propriétaires du Lac Tranquille, à savoir Monsieur Guy de la Tour du Pin Verclause et Madame Sonia de la Tour du Pin Verclause et la Commune, aux conditions énoncées ci-dessus.
- De prendre en charge les frais liés à l'établissement de cette convention, confiée à l'Etude Notariale PRIOL-LACOURT.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-61) REALISATION D'UNE PASSERELLE BOIS SUR LE LAC TRANQUILLE – VALIDATION PROGRAMME ET DCE

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT indique au Conseil Municipal que, comme énoncé dans la délibération n° 12-60 en date du 11 Avril 2012, un projet de passerelle bois sur le Lac Tranquille a été envisagé par la Commission « Environnement », réunie à plusieurs reprises et en dernier lieu les 28 Septembre 2011 et 17 Janvier 2012.

Cette passerelle comprend un cheminement en bois sur pilotis afin de permettre le passage du public sur des zones difficiles d'accès (public adulte, enfants, handicapés), permettant le franchissement des abords du Lac Tranquille en longeant la berge tout en évitant une dégradation par piétinement de la flore résidente.

L'objectif général est de concilier à la fois les enjeux liés à la conservation de la biodiversité, la persistance des paysages traditionnels, et l'ouverture au public. Il convient d'intégrer cet aménagement de façon écologique et paysagère. C'est pourquoi le prestataire indiquera les mesures constructives qu'il retiendra afin de respecter l'environnement.

Compte tenu du classement du site, ce projet a fait l'objet d'une autorisation du Ministère de l'Ecologie, du développement durable, des transports et du logement en date du 8 Juillet 2011, suivant les prescriptions suivantes :

- La largeur de 1.40 m sera calculée à l'intérieur des butées ;
- Pour éviter tout risque de pourrissement, le bois utilisé devra être durable ;
- Le platelage du pont sera constitué par un plancher antidérapant.

Le choix des essences fera l'objet d'une validation par l'ABF.

Compte tenu du montant de l'estimation des travaux, la procédure de dévolution du marché de travaux à retenir est celle de la procédure adaptée.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal :

- D'approuver ce programme de travaux.
- De valider le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE).
- D'autoriser M. Le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.
- De solliciter une aide financière auprès :
 - o de la Région Bretagne au titre des Petites Cités de Caractère
 - o de la Communauté de Communes au titre de l'action touristique

Il est rappelé que, par délibération n° 08-36 du 1er Avril 2008, le Maire est habilité à signer les marchés passés sous la forme d'une procédure adaptée. Les crédits liés à cette opération sont inscrits au Budget Primitif 2012.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-62) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE - CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICE AVEC LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 7 février 2012, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à signer la convention de Prestation de Service Unique avec la CAF. Cette prestation contribue au financement du prix de revient horaire du service d'accueil de la petite enfance Ribambelle. Toutefois, ce financement ne porte que sur des heures d'accueil facturées aux ressortissants du régime général.

L'établissement Ribambelle accueille aujourd'hui des enfants de familles ressortissantes du régime agricole. Pour pouvoir bénéficier de financements sur les heures d'accueil facturées à ces familles, il convient de passer une convention avec la Mutualité Sociale Agricole (MSA) pour le versement d'une Prestation de Service Unique.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention de Prestation de service Unique avec la MSA.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-63) SERVICE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE - SOUTIEN DU DEPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que le Département d'Ille et Vilaine apporte un soutien financier aux établissements d'accueil de la petite enfance. Ce soutien est soumis aux conditions suivantes :

- accueillir au moins 40 % d'enfants se trouvant en situation de handicap ou issus de familles dont le tarif horaire ne dépasse pas 0,80 euros par heure ;
- accueillir ces enfants pendant une durée cumulée au moins égale à 40% de la fréquentation totale.

Dans le cas où le taux de fréquentation de ces enfants serait compris entre 25 % et 40 % de la fréquentation totale, la participation financière du Département reste possible pendant deux années, mais réduite de moitié.

Par ailleurs, ce soutien financier n'est pas soumis à conditions en 2012 dans la mesure où le Département a contribué au financement du bâtiment à travers le Contrat de Territoire.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal de l'autoriser à solliciter le Département d'Ille et Vilaine pour l'obtention d'une subvention de fonctionnement sur le multi-accueil Ribambelle.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-64) MEDIATHEQUE MUNICIPALE - DESHERBAGE SIMPLIFIE DES LIVRES ET DES REVUES

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la gestion des collections de la médiathèque implique une élimination de certains ouvrages devenus inutiles. Cette opération se nomme désherbage.

L'élimination fait partie du circuit du livre, au même titre que les acquisitions, les livres ou les revues pouvant être en fin de vie pour de multiples raisons.

Le désherbage permet un gain de place, des économies en évitant des réparations inutiles, et surtout contribue à l'attractivité de la médiathèque, grâce à des collections en bon état et plus récentes.

Considérant qu'un certain nombre de **livres**, en service depuis des années à la médiathèque, sont dans un état ou d'une pertinence ne permettant plus une utilisation normale, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de désherber les livres qui répondent à ces critères, parmi ceux achetés depuis plus de 5 ans.

La commission Culture sera rendue destinataire de la liste des ouvrages à éliminer.

Considérant également qu'un certain nombre de **revues**, en service depuis des années à la médiathèque, sont dans un état ou d'une pertinence ne permettant plus une utilisation normale, Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de désherber les revues comme suit :

- Revues « Actualité – Société – Loisirs » : désherbage après 5 ans
- Revues « Nature – Jardins – Bricolage » : désherbage après 5 ans
- Revues « Santé » : désherbage après 5 ans
- Revues « Histoire – Tourisme - Arts » : désherbage après 5 ans
- Revues « Bretagne » : désherbage selon l'état
- Quotidiens : désherbage après 1 mois
- Hebdomadaires : désherbage après 3 mois

Ces revues réformées pourront être cédées gratuitement à des écoles ou des associations, vendues lors de journées exceptionnelles, ou encore pilonnées. Dans tous les cas, l'élimination des ouvrages est constatée par un procès-verbal mentionnant le nombre d'ouvrages éliminés et leur destination.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-65) SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIE 35 – RAPPORT DE CONTROLE DE CONCESSION – ANNEES 2009/2010

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que le Syndicat Départemental d'Energie 35 est autorité concédante du service public de distribution d'énergie électrique sur le territoire de l'ensemble des 353 communes du Département d'Ille et Vilaine depuis le 1^{er} Mars 2010.

Le SDE 35 concède à ERDF la gestion courante du service public de distribution d'énergie électrique, en vertu de divers contrats, renouvelés pour une durée de 30 ans entre 1992 et 1997.

Le contrôle du concessionnaire par le Syndicat repose à la fois sur un contrôle continu effectué par les agents, et un contrôle périodique réalisé à partir des données et des informations transmises par le concessionnaire.

Par courrier en date du 20 Mars 2012, le SDE a donc transmis un rapport de contrôle pour les années 2009 et 2010 et demande à ce que celui-ci soit présenté à l'Assemblée délibérante.

Ce document regroupe les données analysées de l'ancien syndicat historique mais également celles des 18 communes urbaines qui ont pu le rejoindre dans le cadre de la départementalisation en mars 2010.

Ce rapport présente d'une part les informations relatives aux usagers et à la qualité de l'énergie électrique distribuée. Il expose également l'état des patrimoines physique et comptable du syndicat.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-66) REVISIONS SIMPLIFIEES N° 4 ET 5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME – INDEMNITÉ VERSÉE AU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR – MONSIEUR BRUNO GOUGEON

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-96 et n° 11-97 en date du 05 juillet 2011, il a été décidé de procéder à l'enquête publique des deux révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme qui porte les points suivants :

- révision simplifiée n° 4 – délimitation de la zone humide au lieudit « Pléac »
 - Une rectification de la zone humide nécessite une évolution de zonage du Plan Local d'Urbanisme permettant un développement d'activités économique dans le secteur de Pléac.
- révision simplifiée n° 5 – délimitation des zones humides aux lieudits « Brancoual, Loup pendu, le Badolier, le Petit Villeneuve, le Camp du Guesclin, La Ville Tierce »
 - Une rectification de la zone humide nécessite une évolution de zonage du Plan Local d'Urbanisme, permettant une prise en compte du bâti existant et une évolution de celui-ci.

Cette enquête s'est déroulée du lundi 31 octobre 2011 au mercredi 30 novembre 2011.

Le commissaire Enquêteur, Monsieur Bruno GOUGEON, a siégé à la mairie :

Le jeudi 3 novembre 2011 de 10 h 00 à 12 h 00

Le lundi 14 novembre 2011 de 10 h 00 à 12 h 00

Le mercredi 30 novembre 2011 de 15 h 30 à 17 h 30

Et a rédigé son rapport d'enquête et avis.

Vu la décision du Président du Tribunal Administratif en date du 01 juillet 2011 concernant l'indemnisation présentée par Monsieur Bruno GOUGEON mentionnant :

- 19 vacations	723.90 euros
- Frais de déplacement	128.96 euros
- Frais divers	61.00 euros

Total	913.86 euros

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal d'accepter l'indemnisation présentée par Monsieur Bruno GOUGEON et la verser sans délai à la Caisse des Dépôts et Consignations, Gestion du Fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France – 75700 PARIS SP 07. En application de l'article L .311-3 21° du Code de la Sécurité Sociale, cette rémunération sera soumise à cotisations sociales.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-67) SUBVENTIONS COMMUNALES – Exercice 2012

Rapporteur : Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Madame GIROUX, après étude par les commissions concernées, propose au Conseil Municipal l'attribution des subventions communales suivantes :

ASSOCIATIONS SPORTIVES

	2011	2012
Amicale Cyclotouriste Combourgeoise		
<i>Fonctionnement</i>	262,00 €	267,00 €
<i>Subvention exceptionnelle pour organisation de course</i>	* 1 463,00 €	1492,00 €
Association "La Chateaubriand"	2 776,00 €	2824,00 €
Association "La Jeunesse Combourgeoise"	2 896,00 €	2910,00 €
Badminton	307,00 €	321,00 €
Volley Indépendant Club	757,00 €	518,00 €
Association Communale de Chasse	340,00 €	347,00 €
Gymnastique Volontaire du Linon	220,00 €	224,00 €
Gym bien-être	220,00 €	224,00 €
Club Municipal de Natation	1 176,00 €	603,00 €
Office Cantonal des Sports	5 649,00 €	5729,00 €
Combourg Suba	242,00 €	247,00 €
Pêcheurs de la Dore	77,00 €	79,00 €
Amicale Bouliste Combourgeoise	153,00 €	79,00 €
U.S.L.	105,00 €	107,00 €
Combourg Athlétisme	707,00 €	721,00 €
Sapeurs Pompiers "section sportive"	623,00 €	623,00 €
Karaté Club	602,00 €	813,00 €
Jog Loisirs Pays de Combourg	205,00 €	266,00 €
Tennis Club Chatel	378,00 €	386,00 €
Rugby	472,00 €	595,00 €
Enadonke	100,00 €	102,00 €
TOTAL	19 730,00 €	19 477,00 €

*ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses

ASSOCIATIONS CULTURELLES ET DE LOISIRS

	2011	2012
Club de la Gaïeté	375,00 €	375,00 €
Centre culturel de loisirs de Combourg		
<i>Fonctionnement</i>	1 000,00 €	1 000,00 €
<i>*Carnaval</i>	* 520,00 €	* 720,00 €
<i>*Printemps</i>	* 1 110,00 €	* 1 160,00 €
<i>*Festival Etonnant Romantique</i>	* 4 370,00 €	* 4 850,00 €
Chorale paroissiale Ste-Cécile	0,00 €	350,00 €
Colombe Combourgeoise	76,00 €	76,00 €
Association les Rives (salon des petits éditeurs)	500,00 €	600,00 €
Amis de la Belote	67,00 €	0,00 €
Comité de jumelage	1 300,00 €	1 000,00 €
Office de Tourisme		
<i>*Fête de la Lanterne</i>	* 8 000,00 €	* 8 000,00 €
<i>Floréales</i>	0,00 €	1 500,00 €
<i>Subvention exceptionnelle « année médiévale »</i>	0,00 €	1 000,00 €
Orchestre de Bretagne	100,00 €	100,00 €
Comité des fêtes		
<i>²Fête du cheval</i>	0,00 €	1 500,00 €
<i>²Fête de la Musique</i>	² 4 000,00 €	² 4 000,00 €
<i>animation de Noël</i>	500,00 €	500,00 €
Figure Project	0,00 €	250,00 €
TOTAL	25 418,00	26 981,00

- *ces subventions ne seront versées qu'après réalisation et sur présentation des justificatifs de dépenses
- ² cette subvention ne sera versée que si la manifestation se déroule sur le domaine public

ASSOCIATIONS SCOLAIRES

	effectifs 2011	2011	effectifs 2012	2012
Subventions aux associations de Parents d'élèves		1,85/élève		1,88 /élève
Ecole primaire publique	466	862,00 €	466	875,00 €
Ecole primaire Ste-Anne	328	607,00 €	326	612,00 €
Collège public FR Chateaubriand (FCPE)		89,00 €		91,00 €
Collège privé Saint-Gilduin		89,00 €		91,00 €
Subventions scolaires à caractère social		9,62 /élève		9,76 /élève
Collège public FR Chateaubriand	190	1828,00 €	196	1 914,00 €
Collège privé Saint-Gilduin	69	664,00 €	79	771,00 €
		4 139,00 €		4 354,00 €

ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES

	2011	2012
Association des Anciens Combattants et Anciens Prisonniers		
<i>Fonctionnement</i>	482,00 €	489,00 €
<i>*Subvention musique</i>	* 396,00 €	* 390,00 €
Médaillés Militaires	106,00 €	108,00 €
Association Mémorial AFN de l'Ille et Vilaine	0,00 €	150,00 €
TOTAL	984,00 €	1 137,00 €

* participation 130 € par prestation exécutée (8 mai, 14 juillet, 11 novembre)

ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL

	2011	2012
Croix Rouge Française	74,00 €	75,00 €
Amicale des donneurs de Sang	279,00 €	283,00 €
La Ligue contre le Cancer	74,00 €	75,00 €
Association des Pupilles de l'Enseignement Public	112,00 €	114,00 €
Association des Veuves Civiles	142,00 €	144,00 €
La Croix d'Or (alcool assistance)	130,00 €	132,00 €
Les Restos du Cœur	529,00 €	537,00 €
Repas des Aînés	1 328,00 €	1 348,00 €
Accidentés du Travail (F.N.A.T.H.)	73,00 €	74,00 €
Papillons Blancs	367,00 €	373,00 €
Les Décorés du Travail	70,00 €	71,00 €
Association "Les Tout Petits Petons"	203,00 €	206,00 €
TOTAL	3 381,00 €	3 432,00 €

AUTRES ASSOCIATIONS OU ORGANISMES

	2011	2012
Amicale du Personnel Ville de Combours	3 270,00 €	3 319,00 €
Comice Agricole (5729 habitants en 2012)	3 954,00 €	4 010,00 €
Prévention Routière	93,00 €	94,00 €
Anciens Pompiers	508,00 €	516,00 €
Sophrologie	0,00 €	50,00 €
TOTAL	7 825,00 €	7 989,00 €

	2011	2012
FONDS DE RESERVE GLOBAL	2 523	630
Formant un TOTAL GENERAL de	64 000	64 000

Les subventions seront versées uniquement si l'association a fourni tous les justificatifs demandés et son numéro de SIRET.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de MM. BADIGNON et COCHARD qui se sont retirés pour ce vote) DECIDE d'attribuer ces subventions telles que proposées ci-dessus.

12-68) TAXE D'HABITATION- TAXES SUR LE FONCIER BATI ET NON BATI - ANNEE 2012

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de ne pas augmenter les taux de la taxe d'habitation, de la taxe sur le foncier bâti et celle sur le foncier non bâti.

En maintenant ces taux, le montant des contributions directes 2012 sera de 1 873 632 € (1 791 241 € pour 2011) soit une progression de 4.6 %.

Rappel des Taux :

Taxe d'habitation :	17,51 %
Taxe Foncier Bâti :	18,14 %
Taxe Foncier Non Bâti :	52,90 %

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-69) BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2012 – VILLE

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

A) Budget Primitif de la Ville

Le budget primitif de la Ville établi par la Municipalité après étude par la commission des finances en date du 28 Mars 2012 et le débat d'orientations générales du budget est présenté au Conseil Municipal.

Le Budget Primitif de la ville se résume de la façon suivante :

Fonctionnement.		Investissement		Total
Dépenses	5 413 185 €	Dépenses	5 518 345 €	10 931 530 €
Recettes	5 413 185 €	Recettes	5 518 345 €	10 931 530 €

Ces dépenses sont couvertes en partie par les recettes suivantes :

Recettes de Fonctionnement : 3 539 553 €
(hors contributions directes)

Recettes d'Investissement : 4 160 039 €
(hors emprunt)

L'équilibre du budget s'effectue à l'aide :

- des contributions directes pour : 1 873 632 €
- du recours à l'emprunt 1 358 306 €

B) Tableau des effectifs

Grades	Situation réelle au 01/01/2012		Modifications en 2012		Observations	Nombre de promouvables au 01/01/12	Ratio proposé (délib. du 10/07/07)
	Pourvus	Non pourvus	Modifications	Après modifications			
Attaché principal	1		0	1		0	100 %
Rédacteur chef	1		0	1		0	100 %
Rédacteur	2		0	2		0	100 %
Adjoint administratif Principal de 1 ^{ère} classe	2		0	2		0	100 %
Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe	3		+1*	4	Avanc.de grade au 01/07/12	2	100 %
Adjoint administratif de 2 ^{ème} classe	2		-1*	1	Avanc.de grade au 01/07/12	0	100 %
Garde-champêtre Principal	1		0	1		0	100 %
Technicien Principal de 1 ^{ère} classe	1		0	1		0	100 %
Technicien supérieur territorial	2		+1*	3	Promotion interne au 01/12/12	0	100 %
Agent de maîtrise principal	1		-1*	0	Promotion interne au 01/12/12	0	100 %
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	1		0	1		2	100 %
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	4		+2*	6	Avanc.de grade au 01/07/12	4	100 %
Adjoint technique de 1 ^{ère} classe	4		-2* +3*	5	Avanc.de grade au -- 01/07/12	6	100 %
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	6		-3*	3	Avanc.de grade au 01/07/2012	0	100 %
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	2		0	2		1	100 %
ATSEM de 1 ^{ère} classe	1		0	1		0	100 %
Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques de 2 ^{ème} classe		1		1		0	100%
Sous-total	34	1	0	35			
Temps non complet							
Educatrice principal de jeunes enfants	1		0	1	-transformation au 01/04/12 en T.C.	0	100 %
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	4		0	4		0	100 %
Adjoint du patrimoine de 2 ^{ème} classe	2		0	2		0	100 %
Adjoint d'animation de 2 ^{ème} classe	1		0	1		0	100 %
ATSEM de 1 ^{ère} classe		1		1		0	100%
Sous-total	8	1	0	9			
Auxiliaires							
Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	19			19			
Adjoint du patrimoine 2 ^{ème} classe	1			1			
Infirmière classe supérieure	1			1			
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	1			1			
Auxiliaire de puériculture 1 ^{ère} classe	1			1			
Educateur de jeunes enfants	1			1			
Contrat unique d'insertion (cae, ca)	10			10			
Sous-total	34		0	34			
Total Général	76	2	0	78			

Afin de mettre le tableau des effectifs en adéquation avec le personnel en place et pour faire face aux besoins, les modifications suivantes sont apportées :

- **suppression de poste :**

Au 1^{er} Juillet 2012(*)

1 poste d'Adjoint Administratif T.C. de 2^{ème} classe
2 postes d'Adjoint Technique T.C. de 1^{ère} classe
3 postes d'Adjoint Technique T.C. de 2^{ème} classe

Au 1^{er} Décembre 2012(*)

1 poste d'Agent de Maîtrise Principal T.C.

Ces suppressions étant motivées par l'avancement de grades d'agents en place et de promotion interne

- **création de poste :**

Avec effet au 1^{er} Avril 2012(*)

Transformation du poste d'Educateur Principal de Jeunes Enfants T.N.C.32/35 en temps complet

Avec effet au 1^{er} Juillet 2012(*)

1 poste d'Adjoint Administratif 1^{ère} classe T.C.
2 postes d'Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe T.C.
3 postes d'Adjoint Technique de 1^{ère} classe T.C.

Avec effet au 1^{er} Décembre 2012

1 poste de Technicien Supérieur Territorial T.C.

Ces créations étant motivées par des promotions internes, des avancements de grades, et par des nécessités de service.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 21 voix POUR et 4 ABSTENTIONS, adopte le budget primitif 2012

12-70) BUDGET PRIMITIF 2012 - CAMPING du « Vieux Châtel »

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Le budget annexe du camping du « Vieux Châtel », après étude par la Commission des finances en date du 28 Mars 2012, et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil Municipal, étant précisé qu'il s'agit d'un service assujetti à la T.V.A., de sorte que le budget sera présenté hors TVA.

Fonctionnement H.T.		Investissement H.T.	
Dépenses	23 130 €	Dépenses	Néant
Recettes	23 130 €	Recettes	Néant

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 21 voix POUR et 4 ABSTENTIONS, adopte le budget annexe du camping municipal du Vieux Châtel pour l'exercice 2012.

12-71) BUDGET PRIMITIF 2012 - LOTISSEMENT GARE/BEL AIR

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Le Budget primitif du Lotissement Gare/Bel Air établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances en date du 28 Mars 2012, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Fonctionnement H.T.		Investissement H.T.	
Dépenses	576 833 €	Dépenses	251 370 €
Recettes	576 833 €	Recettes	251 370 €

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, adopte le budget annexe du lotissement Gare/Bel Air pour l'exercice 2012.

12-72) BUDGET PRIMITIF 2012 - SERVICE DE L'EAU

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Le Budget primitif du Service de l'Eau établi par la Municipalité, après étude par la commission des finances en date du 28 Mars 2012, est présenté au Conseil Municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Exploitation		Investissement.	
Dépenses	202 674 €	Dépenses	1 243 559 €
Recettes	202 674 €	Recettes	1 243 559 €

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 21 voix POUR et 4 ABSTENTIONS, adopte le budget annexe du service de l'EAU pour l'exercice 2012.

12-73) BUDGET PRIMITIF 2012 - SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT

Rapporteurs : M. LE BESCO, Maire et Mme GIROUX, 2^{ème} Adjointe.

Le Budget primitif du Service de L'Assainissement, établi par la Municipalité après étude par la commission des finances en date du 28 Mars 2012 et le débat d'orientations générales du budget, est présenté au Conseil municipal.

Il peut se résumer de la façon suivante :

Exploitation		Investissement.	
Dépenses	218 055 €	Dépenses	892 192 €
Recettes	218 055 €	Recettes	892 192 €

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO et de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal par 21 voix POUR et 4 ABSTENTIONS, adopte le budget annexe du service de l'ASSAINISSEMENT pour l'exercice 2012.

12-74) RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE – AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Restructuration du presbytère** », marché à procédure adaptée, signé le 5 juillet 2011,

L'entreprise **Gautier** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 2 – Couverture Ardoises** - a présenté un avenant (n° 1) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Réparation gouttière endommagée

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	6 338.30 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	<u>+ 253.00 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché : 6 591.30 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **3.99 %** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal, le Conseil Municipal est informé de l'avenant n° 1 de l'entreprise Gautier.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote

12-75) TRAVAUX SALLE DE SPORT - AVENANT

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre de la « **Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la création d'une salle de sport** », marché à procédure adaptée signé le 28 avril 2011,

Le Cabinet Préprogam de Rennes (35) titulaire du marché a présenté un avenant en plus value.

- Objet de l'avenant :

- Augmentation du nombre de journées de travail (soit 3.9 jours) due à une mauvaise estimation des besoins

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	17 560.00 € H.T.
Avenant n°1 en plus value :	<u>+ 2 360.00 € H.T.</u>

Nouveau montant du marché : 19 920.00 € H.T.

A ce stade du marché, on peut donc constater une augmentation de **13.43 %** par rapport au montant du marché initial.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5% par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal :

- D'autoriser le Maire à signer l'avenant n° 1 du cabinet Préprogam

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-76) CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION « BOIS DES LUDES » - RENOUVELLEMENT

Rapporteur : Monsieur Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 10-171 en date du 8 décembre 2010, le Conseil Municipal a décidé de renouveler la convention avec l'association « Bois des Ludes » qui assure auprès de la population une mission d'éducation, d'action culturelle et d'organisation de loisirs, pour l'année 2011.

Il propose au Conseil Municipal de renouveler cette convention pour un an à compter du 1^{er} mai 2012.

Comme pour l'année 2011, cette convention sera passée en partenariat avec :

- La commune de Combourg
- Le Centre Culturel
- L'association « Bois des Ludes »

La commune mettra à disposition à titre gracieux une partie des locaux du Centre Culturel pour assurer la permanence de prêt de jeux et de jouets.

La commune financera les activités pour un coût annuel de 2 464.00 € (Pour mémoire, ce coût était de 2 432.00 € en 2011), qui sera revu tous les ans au moment du renouvellement de la convention.

Monsieur LE BESCO propose donc au Conseil Municipal :

- D'approuver ladite convention.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir
- D'inscrire au budget 2012 les crédits nécessaires.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

12-77) ADMISSION EN NON-VALEUR - COMMUNE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par courriers en date du 9 mars 2012, le Receveur Municipal a informé la commune que des titres émis en 2003, 2004, 2007, 2008, 2009 et 2011 restent en solde dans les comptes de la commune, la créance concerne :

- Un titre émis pour un montant de **10.16 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **124.46 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **89.76 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **26.40 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **36.96 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **3.62 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **8.37 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **17.42 €** (concernant des impayés garderie)
- Un titre émis pour un montant de **11.13 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **18.79 €** (concernant des impayés halte garderie)
- Un titre émis pour un montant de **133.62 €** (concernant une facture non réglée)
- Un titre émis pour un montant de **7.64 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **8.85 €** (concernant des impayés cantine)
- Un titre émis pour un montant de **12.73 €** (concernant des impayés garderie)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des titres irrécouvrables transmis par Monsieur le trésorier de TINTENIAC pour lesquels il a été demandé l'admission en non valeur,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'admettre ces titres en non-valeur.

Cette somme sera réglée sur l'article 654 de l'exercice en cours.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-78) ADMISSION EN NON VALEUR - CAMPING

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose le Conseil Municipal que, par courriers en date du 25 août 2011, le Receveur Municipal a informé la commune qu'un titre émis en 2004 reste en solde dans les comptes de la commune, la créance concerne :

- Un titre émis pour un montant de **621.14 €** (concernant une facture de camping non réglée)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des titres irrécouvrables transmis par Monsieur le trésorier de TINTENIAC pour lesquels il a été demandé l'admission en non valeur,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'admettre ce titre en non-valeur.

Cette somme sera réglée sur l'article 654 de l'exercice en cours.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-79) CHARTE DU PATRIMOINE ET DU DEVELOPPEMENT (Petites Cités de Caractère)

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle au Conseil Municipal que la Charte du Patrimoine et du Développement a été signée en 2008 et est arrivée à expiration. En effet, elle reste valable pour une durée de 3 ans. Dans le cadre de l'instruction des dossiers de demande de subvention, les services du Conseil Régional de Bretagne ont besoin de cette charte à jour afin de ne pas bloquer l'instruction des dossiers de demandes de subvention.

Les signataires de la Charte du Patrimoine et du Développement s'engagent à mobiliser leurs moyens en faveur du patrimoine dans une perspective de développement de leur territoire.

Monsieur HIGNARD propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la Charte du Patrimoine et du Développement

Entendu l'exposé de Monsieur HIGNARD, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-80) SECTEUR AVENUE DE WALDMUNCHEN – REFECTION DU RESEAU D'EAUX USEES ET RESTRUCTURATION DU CAMPING – ATTRIBUTION DES LOTS

Rapporteur : M. Bertrand HIGNARD, Adjoint

Monsieur HIGNARD rappelle que, par délibération en date du 5 juillet 2011, le lancement d'une procédure adaptée pour la détermination d'un maître d'œuvre a été adopté, et par délibération en date du 9 Novembre 2011, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet ATEC OUEST de Pacé pour la mission de maîtrise d'œuvre relative à cette opération.

Par délibération n° 12-09 en date du 8 Février 2012, le Conseil Municipal a approuvé le lancement d'une consultation en procédure adaptée pour cette opération.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate forme de dématérialisation e-mégalis le 9 Février 2012.
- pour l'édition d'Ouest-France du 14 Février 2012.

77 DCE ont été retirés et 31 plis réceptionnés dont 5 plis électroniques avant la limite de dépôt des offres fixée au Lundi 5 Mars 2012 à 12h00.

L'ouverture des différentes propositions a été réalisée en présence de Mme Daucé, Adjointe, le Lundi 5 Mars 2012 à partir de 14h00, et l'analyse a ensuite été réalisée par le cabinet ATEC OUEST.

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Jeudi 15 Mars 2012 à 14h00, le pouvoir adjudicateur a décidé :

- De déclarer le marché fructueux.
- D'attribuer le marché comme suit :
- PIGEON TP
La Guérinière
BP 37095
35370 ARGENTRE DU PLESSIS

Pour le **lot n°1** – « Terrassement, Voirie »
Pour un montant de 29 526.00 € HT, soit 35 313.10 € TTC.

- PIGEON TP
La Guérinière
BP 37095
35370 ARGENTRE DU PLESSIS

Pour le **lot n°2** – « Assainissement EU »
Pour un montant de 93 461.40 € HT, soit 111 779.83 € TTC.

- ERS
7 Parc de Brocéliande
BP 16135
35761 SAINT GREGOIRE CEDEX

Pour le **lot n°3** – « Réseaux Souples »
Pour un montant de 44 835.30 € HT, soit 53 623.02 € TTC.

- Entreprise Gorronnaise de Jardins
Route d'Ambrières
53120 GORRON

Pour le **lot n°4** – « Espaces Verts »
Pour un montant de 5 175.90 € HT, soit 6 190.38 € TTC.

D'où un total pour l'ensemble des 4 lots de 172 998.60 € HT, soit 206 906.33 € TTC.

Pour rappel, l'estimatif de l'ensemble de ces travaux était de 223 731,10 € HT

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-81) MISSION D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA REALISATION DU PROJET DE RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE D'EAU POTABLE

Rapporteur : Madame Marie-Renée GINGAT, Adjointe

Madame GINGAT rappelle au Conseil Municipal que la Ville de Combours avait un contrat d'assistance technique pour la réalisation du rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau potable avec les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, conclu pour 5 ans soit de 2007 à 2011. Celui-ci ne pourra être renouvelé en raison du désengagement des services de l'Etat dans ce domaine.

Le Syndicat Mixte de Gestion (SMG) propose aux collectivités une assistance technique pour le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service d'eau potable (RPQS) en conformité avec les textes réglementaires en vigueur.

Pour définir les modalités d'intervention de chaque partenaire, il est nécessaire d'établir une convention tripartite entre le SMG 35, le SMP (Syndicat Mixte de Production) et la Commune.

Par décision en date du 6 octobre 2011, le Syndicat Mixte de production d'eau potable d'Ille et Rance (SPIR) a approuvé les termes de la convention et a autorisé le Président à signer ladite convention. Le SPIR a décidé que cette assistance technique soit mise en œuvre dès l'édition du RPQS pour le service de l'année 2011.

En effet, le SPIR assure l'interface entre le SMG et la commune et la légitimité de l'intervention du SMG. Le Syndicat demande au SPIR, auquel il adhère, de prendre en charge l'assistance technique nécessaire à la réalisation du RPQS.

Ensuite, le SPIR sollicite le SMG pour exécuter cette mission en mettant à disposition un service, prévu par les statuts.

Madame GINGAT propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention d'assistance technique pour la réalisation du projet de rapport sur le prix et la qualité du service d'eau potable par l'intermédiaire du SPIR, la durée de cet engagement étant de six ans.

Entendu l'exposé de Madame GINGAT, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

12-82) COMPTE-RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 1^{er} Février 2012 au 31 Mars 2012** et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
Local Brigade SNCF Pole Ferroviaire Diagnostic amiante avant démolition	Diag Immo Services – Combours (y compris analyse si nécessaire)	158.56 €	190.00 €
	Innax – Rennes (hors analyse : 23 à 44 € HT)	150.00 €	179.40 €
	Acetec – Rennes	Non répondu	Non répondu
	Planet Diag - Combours	Non répondu	Non répondu
Ancien réservoir d'eau de la Haye Démolition	Ste Blaire et Hubert - Lourmais Sarl Chauvaux - Combours	1 250.00 € 1 850.00 €	1 495.00 € 2 212.60 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-83) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (6^e et 15^e alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour :

- 6^e alinéa « de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes »
- 15^e alinéa « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 22 février 2012 (**DIA n° 06**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC numéro 325 sise « 1, rue des Princes » d'une superficie de 70 m² et supportant un appartement
- Décision en date du 22 février 2012 (**DIA n° 07**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 439 sise « 35, rue Copenhague » d'une superficie de 816 m² et supportant un terrain à bâtir
- Décision en date du 22 février 2012 (**DIA n° 08**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AO n° 146 et n° 80 sises « 9, rue du Prieuré » d'une superficie de 518 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 29 février 2012 (**DIA n° 09**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 347 sise « 3, rue Chateaubriand » d'une superficie de 118 m² et supportant une habitation
- Décision en date du 19 mars 2012 (**DIA n° 10**) décidant de classer le dossier sans suite, suite au courrier du pétitionnaire demandant le retrait de la DIA
 - Parcelle D n° 1478p sise « La Croix du Chesnot » d'une superficie de 867 m² et supportant un terrain constructible
- Décision en date du 21 mars 2012 (**DIA n° 11**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D n° 1478p sise « La Croix du Chesnot » d'une superficie de 1670 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 21 mars 2012 (**DIA n° 12**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D n° 1480 sise « La Croix du Chesnot » d'une superficie de 750 m² et supportant un terrain constructible
- Décision en date du 21 mars 2012 (**DIA n° 13**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle D n° 1478p sise « La Croix du Chesnot » d'une superficie de 471 m² et supportant un terrain constructible

- Décision en date du 8 mars 2012 (**DIA n° 14**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH n° 197 sise « La Croix Briand - rue Adjudant Clair Egron » d'une superficie de 631 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 16 mars 2012 (**DIA n° 15**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AM n° 165 sise « L'Angevaine » d'une superficie de 560 m² et supportant un terrain à bâtir
- Décision en date du 21 mars 2012 (**DIA n° 16**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AE n° 190 sise « 6, avenue des Cytises » d'une superficie de 581 m² et supportant une maison d'habitation
- Décision en date du 28 mars 2012 (**DIA n°17**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AI numéros 76,357 et 358 sises « 110, Avenue de la Libération » d'une superficie de 859 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 2012-038 en date du 20 Mars 2012 acceptant une indemnité de sinistre de 352,30 € de la SMACL (panne chambre froide Linon)

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

12-84) QUESTIONS ORALES (2^e trimestre)

Rapporteur : M. LE BESCO, Maire

Conformément à l'article 16 du règlement intérieur du Conseil Municipal, le point "QUESTIONS ORALES" est inscrit à l'ordre du jour étant précisé que l'article 16 précité prévoit que chaque Conseiller ne pourra poser qu'une seule question et qu'elle devra être limitée à des affaires d'intérêt strictement communal.

Les questions ne répondant pas à ces critères et déposées hors des délais prévus à l'article 16 du Règlement intérieur du Conseil Municipal ne pourront pas être prises en compte.

Aucune question n'a été posée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 08.